

INTRODUCTION

PAR

M. BRUWIER, R. TREMPÉ, J.-P. THUILLIER

A l'initiative du groupe "Mine et Mineurs" (Greco, C.N.R.S. n° 55), le colloque international du Creusot organisé en octobre 1985 avait pour objet de faire le point sur les études engagées dans les pays de la C.E.C.A puis de la C.E.E. (en y incluant donc la Grande-Bretagne) sur les questions charbonnières depuis 1945.

Depuis la guerre en effet, les problèmes énergétiques n'ont pas cessé d'être une question nationale et internationale de première importance pour chacun des Etats européens. D'abord dans le contexte de la reconstruction des économies et de la croissance, les préoccupations relatives à la production et à la consommation charbonnières s'expliquaient aisément dès que l'on se souvient qu'en 1950, ce combustible assurait 70% des besoins énergétiques de l'Europe occidentale, encore plus de la moitié en 1960. Ensuite, dans le contexte de "l'abondance" et de la concurrence entre sources d'énergie, la dimension sociale a pris le pas. Contrastant avec une courbe de production mondiale sans cesse croissante, le recul charbonnier s'est imposé à l'ensemble des Etats membres de la Communauté Européenne.

D'ou l'intérêt de comparer, en partant des chronologies, des législations et des arbitrages des Etats, l'évolution des charbonnages européens et d'observer le balancement des objectifs de modernisation aux politiques de récession. De l'un à l'autre, quelle était l'autonomie des pays membres, quelle part attribuer à la décision nationale et à la Haute Autorité de la C.E.C.A.?

Tel était le premier objectif du colloque. En deuxième lieu, nous souhaitons savoir comment les syndicats des mineurs avaient réagi. Est-ce qu'au-delà des traditions nationales, des convergences s'étaient

manifestées, tant à l'égard des formes de lutte contre la récession que de la coordination des objectifs?

La fin du charbon est aussi celle d'un mode de vie et de sociabilités très spécifiques. Les communautés minières ont-elles résisté à la fermeture des puits, au démantèlement des bassins? Les mises à la retraite anticipées et la dispersion ou la reconversion d'une main-d'oeuvre encore jeune ont-elles, à ce jour, rompu les formes de solidarité traditionnelles à mesure que les critères d'identification de la communauté à l'univers du travail s'estompaient?

Autant de questions auxquelles historiens, sociologues, géographes, économistes et militants syndicalistes ont essayé de répondre.

Nous n'éditons ici que sept des contributions et regrettons vivement que les autres interventions n'aient pu être reproduites. Toutefois, dans nos conclusions générales, nous présenterons, avec les résultats essentiels des articles publiés, des parallèles particulièrement éclairants avec d'autres études soumises au colloque ou qui ressortent des discussions suscitées par les exposés, l'objectif restant de faire le point pour faciliter l'approfondissement de la recherche scientifique sur ces problèmes.